

Les subsides

M. Gauthier: Monsieur le Président, la ministre n'a évidemment pas répondu à la question. Elle ne répond jamais aux questions, elle attaque. Elle attaque, je ne sais pas pourquoi, c'est pis qu'une enfant d'école.

Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à la ministre. Elle dit: Je vais m'attaquer aux problèmes qui préoccupent les Canadiens.

Eh bien oui, on a vu 38 millions de coupures budgétaires, on a vu le centre de toxicologie de Guelph disparaître, on a vu le centre de recherches national... le Programme de recherche sur les ressources renouvelables aboli, on a vu le service du...

[Traduction]

Les effectifs du Service canadien de la faune sont réduits. Le Programme de gestion des produits chimiques dangereux dont le député de Davenport (M. Caccia) vient tout juste de parler a été annulé. Ce programme permettait de s'occuper des substances toxiques contenues dans l'eau que boivent les Canadiens, surtout dans la région des Grands lacs. La ministre n'a pas répondu à la question. En effet, personne ne lui avait rédigé une réponse toute faite. Elle sait fort bien lire, mais elle peut difficilement répondre à une question d'une telle importance lorsqu'elle lui est posée. Je voudrais poser à la ministre...

[Français]

... la question suivante concernant les BPC, les biphényles polychlorés... La question est la suivante: On n'a plus accès au dépôt de l'Alberta. D'après ce qu'on nous dit, c'est que les substances toxiques de cette envergure vont être la responsabilité des provinces. La ministre connaît certainement au Québec la réaction des gens de Pointe-Claire, à savoir qu'un dépôt pourrait être construit dans leur région et ils s'y opposent. Qu'est-ce que la ministre du gouvernement fédéral va faire pour coordonner justement avec les provinces un programme de dispositions de ces matières extrêmement toxiques afin de leur donner le leadership dont elle parle? Est-ce qu'elle va nous donner enfin un leadership qui va dire aux provinces: Venez, on va parler du problème important de la pollution de nos eaux, de la pollution de notre air? Je dois signaler à la ministre que cela est important. Il ne s'agit pas de faire de la politique partisane comme elle le fait depuis une demi-heure.

Mme Blais-Grenier: Monsieur le Président, je crois que je n'ai pas de leçon à recevoir sur la politique partisane parce que le spectacle qui est donné par l'opposition est vraiment au-dessous de tout au niveau de la politique partisane. Quant à la disposition des BPC, nous allons travailler avec les provinces comme nous le faisons depuis le début, depuis que nous sommes au pouvoir au lieu de chicaner les provinces comme vous l'avez fait pendant les cinq dernières années où vous étiez au pouvoir alors que vous auriez pu voir au transport des BPC, que vous auriez pu voir à établir des sites d'entreposage et que vous ne l'avez pas fait.

[Traduction]

M. Keeper: Monsieur le Président, je voudrais poser à la ministre une question au sujet du déversement de BPC à Kenora. Dans son intervention, elle a affirmé que son ministère et elle-même n'avaient qu'un rôle secondaire dans cette affaire et qu'elle était satisfaite du travail accompli par le gouvernement provincial. Or, les Canadiens et les Ontariens s'attendent à ce que le gouvernement donne l'exemple. Ils ne veulent pas que la ministre fédérale ne soit là que pour prêter main-forte

au gouvernement provincial, lequel a été tout à fait inefficace en l'occurrence.

La ministre a déclaré qu'elle avait agi immédiatement suite à ce déversement, mais dans le domaine de la protection de l'environnement, des mesures de prévention s'imposent. Le gouvernement ne devrait pas attendre qu'une crise surgisse pour agir. Il devrait mettre en œuvre des lois et des programmes permettant de prévenir ces catastrophes.

Enfin, elle a affirmé qu'une mesure existait déjà. Cependant, du point de vue législatif, le dossier du gouvernement n'est guère brillant. Il n'a pas présenté grand-chose à la Chambre jusqu'à maintenant. La législation destinée à faire face à des incidents comme le déversement de BPC à Kenora est inefficace, ce qui est tout à fait inexcusable.

Je voudrais que la ministre nous dise ainsi qu'aux Canadiens pourquoi elle n'a pas fait preuve de l'initiative voulue en ce qui a trait au BPC, pourquoi elle n'a pas pris les mesures préventives nécessaires et pourquoi le gouvernement n'a pas mis en œuvre la mesure législative qui s'imposait, afin de protéger les Canadiens contre tout déversement de BPC.

[Français]

Mme Blais-Grenier: Monsieur le Président, lorsque nous parlons de disposer des BPC, il est évident qu'il faut en arriver à trouver des solutions quant aux sites d'enfouissement. Nous sommes actuellement dans une situation où les citoyens ne veulent pas chez eux ou près de leur voisinage de sites d'enfouissement ou de disposition des BPC. La question de trouver des sites doit se régler avec les provinces, et voilà pourquoi j'ai demandé que cette question soit considérée comme une question d'urgence, immédiatement dans les semaines qui viennent d'urgence, immédiatement dans les semaines qui viennent afin que nous puissions, pour une fois, prendre des décisions qui voient à la disposition de ce produit dangereux. Si chaque province refuse des sites d'enfouissement chez elle, il faudra bien voir à trouver des moyens de transport adéquats pour porter les BPC, dont nous disposons, suffisamment loin et les entreposer. C'est une question qui comporte deux aspects. Ou chaque province accepte de reconnaître sa responsabilité au niveau des sites d'enfouissement dans sa province, ou alors il faudra régler le transport des BPC qui, actuellement, soulève de fort nombreuses objections.

• (1200)

[Traduction]

M. Lewis: Monsieur le Président, nous ne sommes au pouvoir que depuis peu de temps et pourtant, nous avons déjà conclu des accords avec les provinces au sujet d'une réduction de 50 p. 100 des émanations d'anhydride sulfureux; nous avons annoncé des normes strictes dans le cas des automobiles; nous avons affecté des crédits garantis à la science des contrôles; nous avons créé un bureau des pluies acides; nous avons nommé un ambassadeur chargé des pluies acides; nous avons accordé un budget de 150 millions de dollars aux fonderies—qui sont extrêmement importantes pour la région de Sudbury—et affecté un budget de \$70,000 à la technologie relative à l'utilisation du charbon. Pourtant, aujourd'hui, l'ancien ministre de l'Environnement et les membres du gouvernement précédent, qui n'ont pu prendre aucune de ces mesures en quatre années et demie de pouvoir—ils ont conduit le pays à la ruine—nous adressent des reproches. Ils ont été incapables de